Burundi : libération de 21 personnes arrêtées lundi

@rib News,Â 11/04/2018Â â€“ Source AFP Vingt-et-une personnes, prÃ©sentÃ©es par leurs familles comme des membres d'un club de tennis de table qui avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es lundi Ã Bujumbura pour atteinte Ã la sÃ©curitÃ© du Burundi, ont Ã© libÃ©rÃ©es dans la soirÃ©e, a-t-on appris mardi auprÃ¨s d'un de leurs proches.

"Câ€™est un grand soulagement, le SNR (Service national de renseignement) s'est finalement rendu compte que tout ce groupe faisait vraiment partie dâ€™un club de tennis de table agrÃ©Ã© par le maire de Bujumbura et quâ€™ils Ã©taient en trai sâ€™entraÃ®ner en vue dâ€™une compÃ©tition rÃ©gionale qui doit avoir lieu prochainement", a indiquÃ© Ã l'AFP ce proche, couvert dâ€™anonymat. Cette information a Ã©tÃ© confirmÃ©e Ã l'AFP par une source policiÃ¨re, qui a Ã©galement requis l'anonymat. De nombreux opposants se sont fÃ©licitÃ©s sur Twitter de ces libÃ©rations, tout en dÃ©nonÃ§ant "la paranoÃ¯a" qui s'est emparÃ©e, selon eux, des autoritÃ©s burundaises. Pierre Nkurikiye, le porte-parole de la police burundaise, avait annoncÃ© lundi sur la radio nationale l'arrestation en fin d'aprÃ¨s-midi de "21 personnes dont un officier de l'armÃ©e, deux officiers de police, un retraitÃ© de l'armÃ©e et des civils". Les forces de l'ordre avait Ã©tÃ© alertÃ©es par "la population" qui av affirmÃ© que les 21 cherchaient Ã "perturber la sÃ©curitÃ©", selon M. Nkurikiye. Des proches des personnes arrÃªtÃ©es avaie assurÃ© Ã l'AFP qu'elles appartenaient Ã un "club de tennis de table" autorisÃ© par la mairie de Bujumbura et qu'elles se retrouvaient plusieurs fois par semaine pour jouer. Parmi les 21, se trouvait le prÃ©sident de la ConfÃ©dÃ©ration des syndicats libres du Burundi (CSB), Gilbert Nyawakira, selon une source syndicale. Toutes les personnes interpellÃ©es ont Ã©tÃ© interrogÃ©es dans les locaux du redoutÃ© SNR, a affirmÃ© Ã l'AFP un haut gradÃ© des forces de sÃ©curitÃ©. Le SNR directement du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, et est considÃ©rÃ© comme un des principaux instruments de la rÃ©pression au Burundi. Cette affaire est intervenue Ã l'approche du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel du 17 mai, qui pourrait permettre au prÃ©sident Nkurunziza, 54 ans, au pouvoir depuis 2005, de briguer Ã partir de 2020 deux autres mandats de sept ans. Le projet a Ã©tÃ© critiquÃ© par la communautÃ© internationale, notamment l'Union africaine. L'annonce en avril 2015 de la candidature de M. Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat a plongÃ© le Burundi dans une crise politique qui a fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 dÃ©placÃ©s, et sur laquelle la Cour pÃ©nale internationale a ouvert une enquÃªte.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});